Évaluation de la recherche

ÉVALUATION DE L'UNITÉ :

Centre d'Économie et de Management de l'Océan Indien (CEMOI)

SOUS TUTELLE DES ÉTABLISSEMENTS ET ORGANISMES :

Université de la Réunion

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2018-2019
VAGUE E

Pour le Hcéres[1] :

Michel Cosnard, Président

Au nom du comité d'experts[2] :

Gilles Dufrenot, Président du comité

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014 :

[1] Le président du Hcéres "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5) ;

[2] Les rapports d'évaluation "sont signés par le président du comité". (Article 11, alinéa 2).

Ce rapport est le résultat de l'évaluation du comité d'experts dont la composition est précisée ci-dessous.
Les appréciations qu'il contient sont l'expression de la délibération indépendante et collégiale de ce comité.
Les données chiffrées des tableaux de ce rapport sont extraites des fichiers déposés par les tutelles (dossier d'autoévaluation et données du contrat en cours / données du prochain contrat).

PRESENTATION DE L'UNITE

Nom de l'unité :	Centre d'Économie et de Management de l'Océan Indien
Acronyme de l'unité :	CEMOI
Label demandé :	
Type de demande :	Renouvellement à l'identique
N° actuel :	
Nom du directeur (2018-2019) :	M. Jean-François HOARAU, M. Patrick VALEAU
Noms des porteurs de projet (2020-2024) :	M. Jean-François HOARAU, M. Patrick VALEAU
Nombre d'équipes et /ou de thèmes du projet :	Quatre

MEMBRES DU COMITE D'EXPERTS

Président :	M. Gilles DUFRENOT, Aix-Marseille Université
Experts :	M. Jérôme GAUTIE, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
	Mme Meglena JELEVA, Université Paris-Nanterre (représentante du CNU)
	Mme Julie LE GALLO, Agrosup Dijon, Université de Bourgogne Franche-Comté

REPRESENTANT DU HCERES

M. François-Charles WOLFF

REPRÉSENTANT DES ÉTABLISSEMENTS ET ORGANISMES TUTELLES DE L'UNITÉ

M. Frédéric MIRANVILLE, Université de La Réunion

INTRODUCTION

HISTORIQUE ET LOCALISATION GEOGRAPHIQUE DE L'UNITE

Le CEMOI (Centre d'Économie et de Management de l'Océan Indien) est une unité de recherche située dans les locaux de l'Université de La Réunion. Il s'agit d'une équipe associée (EA) créée en janvier 2010 à partir de la fusion entre trois équipes : le CERESUR (Centre d'Études et de Recherches Économiques et Sociales de l'Université de La Réunion), le GREGEOI (Groupe de Recherche et d'Étude sur la Gestion et l'Entreprise dans l'Océan Indien) et le FACIREM (Franco-Australian Center for International REsearch in Management). Cette restructuration a permis de regrouper dans une seule unité tous les enseignant-chercheurs en sciences économiques et en sciences de gestion de la Faculté de Droit et d'Économie (située au 15 avenue René Cassin à Saint-Denis) et de l'Institut d'Administration des Entreprises (IAE, situé au 24 avenue de la Victoire à Saint-Denis 97400, La Réunion) de l'Université de La Réunion.

DIRECTION DE L'UNITE

L'unité est dirigée par M. Jean-François HOARAU, professeur à la Faculté de Droit et d'Économie de La Réunion. Le directeur-adjoint est M. Patrick VALEAU, professeur à l'IAE de La Réunion.

NOMENCLATURE HCERES

SHS1_1 Économie

SHS1_2 Finance, management

DOMAINE D'ACTIVITE

Les thématiques de recherche sont structurées autour de quatre axes: i) un axe Région, croissance et développement, ii) un axe Management et gestion des risques, iii) un axe Monnaie, banque, finance, et iv) un axe Stratégies et décisions.

L'axe Région, croissance et développement étudie les dynamiques de convergence des petites économies insulaires dans une approche pluridisciplinaire et la croissance structurelle dans une vision de développement durable. Les recherches de cet axe comportent un volet d'évaluation des politiques publiques en faveur de la soutenabilité sociale et environnementale. L'axe Management et gestion des risques se concentre sur le pilotage des entreprises dans le contexte spécifique des économies insulaires périphériques et s'intéresse également à la transformation digitale et numérique des organisations. Les recherches de l'axe Monnaie, banque, finance concernent les questions de finance internationale et la finance de marché. Les travaux de l'axe Stratégies et décisions utilisent les outils de la théorie des jeux pour étudier les processus de choix collectifs et portent notamment sur l'analyse du vote, l'étude de la détection des pratiques de collusion entre entreprises et les politiques de lutte contre les pratiques anti-concurrentielles, et les dynamiques du marché du travail.

EFFECTIFS DE L'UNITE

	Composition de l'unité	
	Centre d'Économie et de Management de l'Océan Indien (CEMOI)	
Personnels en activité	**Nombre au 30/06/2018**	**Nombre au 01/01/2020**
Professeurs et assimilés	11	
Maîtres de conférences et assimilés	29	
Directeurs de recherche et assimilés	0	
Chargés de recherche et assimilés	0	
Conservateurs, cadres scientifiques EPIC, fondations, industries…	0	
Professeurs du secondaire détachés dans le supérieur	0	
ITA-BIATSS autres personnels cadre et non cadre EPIC…	0	
Sous-total personnels permanents en activité	**40**	**0**
Enseignants-chercheurs non titulaires, émérites et autres	1	
Chercheurs non titulaires, émérites et autres	19	
dont doctorants	18	
Autres personnels non titulaires	0	
Sous-total personnels non titulaires, émérites et autres	**20**	
Total personnels	**60**	**0**

AVIS GLOBAL SUR L'UNITE

Le CEMOI affiche un dynamisme dans ses activités de recherches grâce à un accroissement notable des publications au sein des revues à comité de lecture figurant dans le classement Hcéres des revues en économie et gestion, avec un tiers des articles publiés dans des revues classées A. Dans le même temps, les enseignants-chercheurs de l'unité ont confirmé leur pleine insertion dans leur environnement non-académique auprès des acteurs locaux et des institutions publiques et privées. L'unité est un acteur incontournable dans l'expertise et le débat public sur les problématiques économiques régionales de l'océan indien et des économies insulaires. L'organisation interne, qui allie des thématiques d'axes et des délégués (chargés de l'innovation, du suivi doctoral, de l'animation de la recherche, de l'éthique et de la déontologie), contribue au dynamisme de l'unité en associant tous les membres à la stratégie scientifique. Le suivi des doctorants et la priorité qui leur est donnée dans le financement des colloques sont de nature à améliorer la qualité des thèses.

Des marges de manœuvre demeurent sur divers points. Tout d'abord, l'identification de thèmes de recherche fédérant davantage les travaux des économistes et des gestionnaires est encore en construction. Ensuite, les travaux non-académiques demeurent pour le moment prépondérants. L'activité intense d'expertise, nécessaire pour maintenir le budget de l'unité, a comme corollaire une moindre production d'articles auprès de revues à comité de lecture et d'éditeurs académiques au niveau international. Enfin, l'absence de personnel administratif dédié à l'unité alourdit considérablement la charge des tâches administratives qui incombent aux enseignants-chercheurs, ce qui laisse moins d'espace et de temps à consacrer aux activités de recherche.

EVALUATION DETAILLEE DE L'UNITE

PRISE EN COMPTE DES RECOMMANDATIONS DU PRECEDENT RAPPORT

Suite à la dernière évaluation, les principales recommandations du comité d'experts portaient sur l'amélioration de la formation des doctorants, une formalisation attendue de la gouvernance de l'unité et une clarification du positionnement de l'unité par rapport à la politique territoriale de la recherche et des travaux participant à la visibilité nationale et internationale de l'unité.

Globalement, le CEMOI a accru le nombre de ses publications grâce à une politique scientifique privilégiant le regroupement des compétences autour de thèmes fédérateurs. Cela s'est traduit par la constitution de groupes de travaux thématiques et par une implication plus systématique des enseignants-chercheurs pour répondre à des appels d'offre des institutions publiques et privées impliquées dans l'étude des problématiques de l'océan indien. Les conséquences sur la production scientifique devront être évaluées au vu de la concentration sur quelques enseignants-chercheurs et du nombre encore limité d'articles publiés au sein de revues académiques de niveau national et international de rang A.

La nouvelle politique de suivi des doctorants et leur encadrement a permis d'accroître significativement le nombre de thèses soutenues. En outre, l'organisation de l'unité favorise le caractère inclusif des prises de décision en associant l'ensemble des membres.

CRITERE 1 : QUALITE DES PRODUITS ET ACTIVITES DE LA RECHERCHE

A - Production de connaissances, activités et collaborations académiques concourant au rayonnement et à l'attractivité scientifique

Production de connaissances, activités et collaborations académiques concourant au rayonnement et à l'attractivité de l'unité Période du 01/01/2013 au 30/06/2018	Centre d'Économie et de Management de l'Océan Indien (CEMOI)
Journaux / Revues	
Articles scientifiques	61
Articles scientifiques en anglais ou en langue étrangère	84
Articles de synthèse / revues bibliographiques	NR
Articles de synthèse / revues bibliographiques en anglais ou en langue étrangère	NR
Autres articles (articles publiés dans des revues professionnelles ou techniques, etc.)	NR
Autres articles (articles publiés dans des revues professionnelles ou techniques, etc.) en anglais ou en langue étrangère	NR
Commentaires d'arrêts	NR
Ouvrages	
Monographies et ouvrages scientifiques, éditions critiques, traductions	1
Monographies et ouvrages scientifiques, éditions critiques, traductions en anglais ou en langue étrangère	2
Direction et coordination d'ouvrages scientifiques / édition scientifique	7
Direction et coordination d'ouvrages scientifiques / édition scientifique en anglais ou en langue étrangère	NR
Chapitres d'ouvrage	32
Chapitres d'ouvrage en anglais ou en langue étrangère	2
Thèses publiées / éditées	NR
Colloques / congrès, séminaires de recherche	
Éditions d'actes de colloques / congrès	5
Articles publiés dans des actes de colloques / congrès	5
Autres produits présentés dans des colloques / congrès et des séminaires de recherche	200
Organisation de colloques / congrès	18
Produits et outils informatiques	
Logiciels	9
Bases de données	NR
Outils d'aide à la décision	NR
Corpus	NR
…	

Développements instrumentaux et méthodologiques	
Prototypes et démonstrateurs	NR
Plateformes et observatoires	NR
…	
Autres produits propres à une discipline	
Créations artistiques théorisées	NR
Mises en scènes	NR
Films	3
…	
Activités éditoriales	
Participation à des comités éditoriaux (journaux scientifiques, revues, collections, etc.)	10
Direction de collections et de séries	1
Activités d'évaluation	
Évaluation d'articles et d'ouvrages scientifiques (relecture d'articles / reviewing)	OUI
Évaluation de projets de recherche	NON
Évaluation de laboratoires (type Hcéres)	NON
Responsabilités au sein d'instances d'évaluation	OUI
Contrats de recherche financés par des institutions publiques ou caritatives	
Contrats européens (ERC, H2020, etc.) et internationaux (NSF, JSPS, NIH, banque mondiale, FAO, etc.)	1
Contrats nationaux (ANR, PHRC, FUI, INCA, etc.)	2
Contrats avec les collectivités territoriales	13
Contrats financés dans le cadre du PIA	1
Contrats financés par des associations caritatives et des fondations (ARC, FMR, FRM, etc.)	NR
Post-doctorants et chercheurs séniors accueillis	
Post-doctorants	1
Chercheurs séniors accueillis	5
Indices de reconnaissance	
Prix	7
Distinctions	3
Appartenance à l'IUF	NR
Responsabilités dans des sociétés savantes	OUI
Invitations à des colloques / congrès à l'étranger	9
Séjours dans des laboratoires étrangers	NR

NR : non renseigné dans le dossier d'autoévaluation.

Points forts et possibilités liées au contexte

La période d'évaluation révèle une montée en puissance de l'unité sur la période d'évaluation. Si le potentiel de recherche en termes d'effectif d'enseignants-chercheurs est resté globalement stable, on note une montée en gamme des supports de publication : 147 articles dans des revues avec comité de lecture dont 35 % de rang A selon le classement des revues d'économie et de gestion du Hcéres contre moins de 30 % sur le quinquennal précédent. La très grande majorité des membres de l'unité (75 %) prennent part à cette dynamique de publications. La part des travaux (à la fois publications et communications) en langue anglaise a également progressé, passant de 63 % à 84 %. Certaines publications sont du meilleur niveau international (par exemple *Social Science and Welfare, Public Choice, Journal of Economic Dynamics and Control, Journal of Mathematical Economics*). Un autre élément de rayonnement du laboratoire est assuré par la production d'outils informatiques à destination de la communauté des enseignants-chercheurs (notamment packages R, macro SAS). Un contrat financé sur le fonds européen FEDER a été obtenu par l'unité ainsi que des contrats nationaux (contrat immigration et développement humain, contrat sur la modélisation des économies ultramarines financé sur fonds du Ministère des Outre-mer ou bien contrat sur le projet d'investissement d'avenir-jeunesse).

Points à améliorer et risques liés au contexte

Des disparités en termes d'activité de recherche et de supports de publications sont à relever entre enseignants-chercheurs : seul un petit nombre d'entre eux publient dans des revues internationales de très haut niveau et obtiennent des publications de rang A, et il existe des écarts entre les axes (l'axe Région, croissance et développement étant exclusivement responsable de la progression scientifique globale) ainsi qu'entre les économistes et les gestionnaires en défaveur de ces derniers. Également, les coopérations internationales restent concentrées sur un ensemble restreint d'enseignants-chercheurs. Les chapitres d'ouvrages sont limités à des ouvrages français à vocation locale ou nationale, on ne trouve aucun chapitre dans des séries reconnues (du type Handbook ou auprès d'éditeurs internationaux tels que Springer, Elsevier ou Palgrave) et seuls deux chapitres ont été publiés en langue anglaise. Les activités éditoriales restent peu nombreuses. La majeure partie des contrats financés par des institutions publiques proviennent des collectivités locales avec le risque de dépendance à des financements n'impliquant pas une activité de recherche au plus haut niveau. Enfin, certains enseignants-chercheurs qui concentrent les publications de niveau international sont récemment partis ou devraient partir prochainement à la retraite, ce qui constitue un facteur de risque pour l'avenir.

Appréciation sur la production, le rayonnement et l'attractivité

La période d'évaluation est marquée par une montée globale en gamme des supports de publication et une augmentation de la part des travaux en langue anglaise, mais également un maintien de fortes disparités entre enseignants-chercheurs, entre axes et entre économistes et gestionnaires.

B - Interactions avec l'environnement non académique, impacts sur l'économie, la société, la culture, la santé

Interactions de l'unité avec l'environnement non académique, impacts sur l'économie, la société, la culture, la santé Période du 01/01/2013 au 30/06/2018	
Brevets, licences, déclarations d'invention	
Déclarations d'invention	NR
Brevets déposés	NR
Brevets acceptés	NR
Brevets licenciés	NR

Interactions avec les acteurs socio-économiques	
Contrats de R&D avec des industriels	5
Bourses Cifre	3
Créations de laboratoires communs avec une / des entreprise(s)	NR
Création d'entreprise, de start-up	NR
Activités d'expertise scientifique	
Activités de consultant	OUI
Participation à des instances d'expertises (type Anses) ou de normalisation	OUI
Expertise juridique	OUI
Rapports d'expertises techniques, produits des instances de normalisation	OUI
Produits destinés au grand public	
Émissions radio, TV, presse écrite	17
Produits de vulgarisation : articles, interviews, éditions, vidéos, etc.	15
Produits de médiation scientifique	OUI
Débats science et société	OUI
…	

NR : non renseigné dans le dossier d'autoévaluation

Points forts et possibilités liées au contexte

L'unité CEMOI a su nouer des liens forts et durables avec l'environnement socio-économique de La Réunion. Ses chercheurs proposent une expertise de haut niveau sur les thématiques liées à l'Océan Indien qui est reconnue et recherchée par les institutions locales publiques et privées (telles que le Conseil régional Réunion, le Mouvement des entreprises de France MEDEF ou l'association des Directeurs de Ressources Humaines de La Réunion). Les contrats avec les institutions locales constituent une source de ressources importante (autour de 80 000 euros par an en moyenne contre 28 000/29 000 euros par an de dotation annuelle de la tutelle). Par ailleurs, sur la période, deux thèses en cours sont financées dans le cadre de conventions CIFRE. Les chercheurs du CEMOI sont aussi très présents dans le débat public et dans les médias régionaux (TV, radio et presse écrite). L'unité encourage l'ensemble de ses enseignants-chercheurs à communiquer les résultats de leurs recherches auprès d'un plus grand public comme en témoigne la Lettre du CEMOI créée en 2015, qui propose des analyses de sujets d'actualité touchant La Réunion et l'Océan Indien.

A terme, des perspectives de partenariat plus durables devraient se mettre en place avec l'Agence Française de Développement (AFD, antenne de La Réunion), le Conseil Économique, Social et Environnemental de La Réunion (CESER) et le MEDEF Réunion pour le soutien des activités de recherche dans certaines thématiques du laboratoire.

Points à améliorer et risques liés au contexte

Pour le moment, les contrats avec les entreprises du secteur privé ainsi que l'investissement dans la communication auprès du grand public restent le fait d'un nombre limité d'enseignants-chercheurs et gardent une dimension très locale. Le développement de l'expertise et les contrats de recherche sur de courtes durées ont par ailleurs pu détourner certains enseignants-chercheurs de projets de recherche plus ambitieux s'inscrivant dans la durée.

Appréciation sur les interactions avec l'environnement non académique, impacts sur l'économie, la société, la culture, la santé

L'unité a continué à renforcer ses liens avec les institutions publiques et privées de La Réunion, et sa présence dans le débat public. Les perspectives de partenariats plus durables avec l'AFD, le CESER et le MEDEF Réunion sont une évolution très positive des relations de l'unité avec son environnement pour mener à bien des projets de recherche plus ambitieux.

C – Implication dans la formation par la recherche

Implication dans la formation par la recherche de l'unité Période du 01/01/2013 au 30/06/2018	
Produits des activités pédagogiques et didactiques	
Ouvrages	2
E-learning, moocs, cours multimédia, etc.	8
Productions scientifiques (articles, ouvrages, etc.) issus des thèses	
Productions scientifiques (articles, ouvrages, etc.) issus des thèses	25
Formation	
Nombre de personnes Habilitées à Diriger des Recherche (HDR)	14
Nombre d'HDR soutenues pendant la période	1
Nombre de doctorants [*inscrits sur ensemble de la période / en thèse en 2018]*	18
dont doctorants bénéficiant d'un contrat spécifique au doctorat	
Nombre de thèses soutenues	16
Durée moyenne des thèses	5 ans 3 mois
Stagiaires (BTS, M1, M2)	NR
Labellisation nationale ou internationale des formations (Erasmus Mundus p ex.)	1

Points forts et possibilités liées au contexte

Le nombre de thèses soutenues a été multiplié par trois par rapport à la période précédente et on constate une amélioration très nette de l'encadrement doctoral, avec la mise en place d'un certain nombre de mesures et dispositifs qui ont permis de répondre aux recommandations du précédent rapport et même d'aller au-delà. Certains dispositifs ont été adoptés au niveau de l'Ecole doctorale dans laquelle les enseignants-chercheurs du CEMOI sont impliqués de façon importante, notamment les comités individuels de suivi de thèse ou bien les Doctoriales (séminaire résidentiel en immersion totale sur plusieurs jours). D'autres ont été mis en place au niveau du CEMOI au sein duquel il existe aussi maintenant un "délégué aux affaires doctorales" : séminaire "Doctorants Première Année" de lecture d'articles ou bien séminaire annuel de présentation d'avancement de la thèse. En amont et en articulation avec les masters, la formation des doctorants s'est renforcée et formalisée par la création d'un diplôme universitaire DU (en gestion et bientôt en économie). Un autre point fort est la bonne insertion dans le tissu local permettant notamment d'obtenir des financements doctoraux (avec par exemple 13 allocations de recherche régionales). Un accord avec Madagascar permet de recruter des doctorants originaires de ce pays. Enfin, l'insertion des docteurs est bonne (100 % des docteurs sont en emploi à 3 ans).

Points à améliorer et risques liés au contexte

La durée moyenne des thèses sur la période écoulée reste élevée (5 ans et 3 mois). Si elle est inférieure pour les seuls doctorants financés (4 ans et 6 mois), elle reste cependant un peu supérieure aux standards attendus. Le taux d'abandon (43 % pour les doctorants non financés et 20 % pour les financés) est lui aussi élevé. Outre des contingences d'ordre personnel qui peuvent affecter fortement les indicateurs étant donnée la faiblesse des effectifs concernés, ceci peut dénoter des insuffisances dans le processus de sélection des doctorants et/ou de leur suivi. On peut cependant noter que ces indicateurs portent sur l'ensemble de la période et ne reflètent pas encore complètement les effets des mesures de renforcement de l'encadrement doctoral et/ou de plus forte sélection adoptées en cours de période. La production scientifique reste assez variable entre les doctorants, aussi bien en quantité qu'en qualité académique. Les publications académiques sont souvent, voire exclusivement dans certains cas, co-signées notamment avec l'enseignant-chercheur dirigeant la thèse. Enfin, la participation à des séminaires ou congrès scientifiques est très concentrée sur certains doctorants et le nombre d'HDR soutenues sur la période est faible (une seule soutenance).

Appréciation sur l'implication dans la formation par la recherche

Des progrès sensibles ont été faits dans la qualité de l'encadrement des doctorants, même si les effets positifs ne sont pas encore très visibles sur certains indicateurs (durée et nombre d'abandons de thèse). Il existe cependant de fortes hétérogénéités dans les pratiques de publication des doctorants (articles co-signés ou seuls, qualité des supports). Le nombre de soutenances d'HDR est faible.

CRITERE 2 : ORGANISATION ET VIE DE L'UNITE

Organisation et vie de l'unité Période du 01/01/2013 au 30/06/2018	
Ratio femmes/hommes dans l'unité	0,33
Ratio femmes/hommes parmi les enseignants-chercheurs et chercheurs de l'unité	0,31
Ratio femmes/hommes parmi les docteurs et doctorants de l'unité	0,37
Ratio femmes/hommes aux postes de responsabilité de l'unité (direction, sous-direction de l'unité, direction d'équipe, etc.)	0,33

Points forts et possibilités liées au contexte

Le CEMOI a une vie scientifique très riche autour de l'organisation de séminaires et de journées d'étude réunissant de nombreux participants. L'organisation de l'unité permet une bonne circulation de l'information grâce notamment à la composition du conseil de l'unité qui regroupe, outre la direction et les responsables d'axe, des représentants de l'ensemble des personnels. Les responsables ont pris des mesures importantes pour assurer une égalité hommes/femmes dans les instances de décision et ont mené une politique offensive de sensibilisation aux problématiques de déontologie (en ayant notamment un rôle d'entraînement au niveau de l'école doctorale).

Points à améliorer et risques liés au contexte

Le séminaire du CEMOI intègre insuffisamment la participation jointe d'économistes et de gestionnaires. L'organisation actuelle consacre, de facto, l'existence de deux séminaires séparés, respectivement au CEMOI pour les économistes et à l'IAE pour les gestionnaires. Cette séparation peut dénoter une absence de synergie effective dans les recherches menées au sein de l'unité, ce que reflète d'ailleurs l'organisation des axes, avec un axe davantage concentré autour des gestionnaires (stratégie et décisions), tandis que les autres axes regroupent principalement des économistes. Des séminaires sur des thématiques communes telles que la finance d'entreprises et de marché, la gestion des ressources humaines et le marché du travail sont possibles.

Concernant les moyens humains, l'absence de personnel d'appui à la recherche dédié au CEMOI est un handicap susceptible d'alourdir le temps passé aux tâches administratives.

Ceci peut être pénalisant pour les activités de recherche. Il existe encore des marges d'amélioration pour la communication externe, notamment par une mise à jour en temps réel des informations figurant sur le site internet. Par exemple, pour un certain nombre de publications, la dernière année renseignée sur le site de l'unité concerne 2015.

Enfin, la localisation sur plusieurs sites ne favorise pas nécessairement les synergies en enseignants-chercheurs.

Appréciation sur l'organisation et la vie de l'unité

Il existe une vie scientifique riche et une organisation efficace de la vie de l'unité. Cependant, la synergie entre économistes et gestionnaires reste insuffisante, la localisation sur plusieurs sites étant un frein supplémentaire. Par ailleurs, l'absence de personnel administratif dédié est un fort handicap pour le bon fonctionnement de l'unité.

CRITERE 3 : PERSPECTIVES SCIENTIFIQUES A CINQ ANS ET FAISABILITE DU PROJET

Le projet de l'unité s'articule autour de trois objectifs qui sont : (i) l'élaboration d'une nouvelle politique scientifique par une réorganisation des axes de recherche, (ii) le renforcement de la formation par et à la recherche (iii) la recherche de financements extérieurs. Le projet scientifique a été élaboré par un processus en plusieurs étapes impliquant l'ensemble des membres de l'unité et permettant l'émergence de thématiques fédératrices sur la base d'une part de réponses à appels à manifestations d'intérêt lancés par le territoire et d'autre part de groupes de recherche thématiques créés au sein de l'unité.

Points forts et possibilités liées au contexte

Les objectifs affichés par le projet inscrivent l'unité dans une bonne dynamique pour les cinq prochaines années. Le processus de construction du projet scientifique traduit une réelle volonté de la direction d'impliquer l'ensemble des membres de l'unité dans les réflexions sur son avenir. Les projets concernant la formation par la recherche témoignent d'un bon diagnostic qui a permis d'identifier des pistes d'évolution pertinentes, en accord avec l'évolution des pratiques au niveau national, comme le renforcement de la formation en méthodes quantitatives des doctorants en 1ère année, ainsi que le co-encadrement par des maîtres de conférences non HDR, de plus en plus valorisé dans les carrières. La volonté de renforcer l'activité contractuelle et surtout de mettre en place des partenariats de longue durée est aussi en cohérence avec les stratégies des unités de recherche au niveau national et constitue un objectif réalisable au vu des liens que le laboratoire a su tisser avec des institutions publiques et privées locales.

Points à améliorer et risques liés au contexte

Si le passage de quatre à trois axes contribue à mieux structurer les recherches menées au sein du laboratoire, dans chacun des axes, la diversité thématique reste très importante ce qui est illustré par le nombre important de thèmes et de projets. Ceci est surtout vrai pour les axes « Evaluation des politiques publiques » et « Stratégies et décision » qui regroupent des thèmes aussi éloignés que l'éducation et l'environnement pour l'axe Évaluation des politiques publiques, et la finance de marché et la théorie du vote pour l'axe Stratégies et décision. L'unité ne parvient pas à identifier un nombre limité de thèmes prioritaires dans lesquels elle serait en mesure d'atteindre une reconnaissance au niveau national et international, alors que ses ressources humaines auront du mal à lui permettre de mener des recherches ambitieuses sur l'ensemble des thématiques du projet.

La volonté d'associer les économistes et les gestionnaires dans des projets communs dont témoigne la présence de représentants des deux sections Économie et Gestion dans tous les axes est nuancée par le fait que, à l'intérieur des axes, les projets relèvent souvent exclusivement de l'une ou de l'autre des sections. Enfin, la faisabilité du projet dépend significativement du renforcement du personnel administratif de l'unité, ainsi que de sa capacité à recruter, et à retenir, des chercheurs dynamiques sur les thématiques les plus porteuses de son projet scientifique.

Appréciation sur les perspectives scientifiques à cinq ans et la faisabilité du projet

La réorganisation du projet scientifique de l'unité en trois axes améliore la visibilité des thématiques sur lesquelles elle peut bénéficier d'un rayonnement au niveau national et international. Cette réorganisation témoigne aussi d'une volonté de mieux intégrer les enseignants-chercheurs en sciences de gestion au projet. Un déséquilibre demeure cependant entre les axes « Développement soutenable en contexte insulaire » et « Evaluation des politiques publiques » du projet d'une part et l'axe « Stratégies et décisions » d'autre part, dont la cohérence thématique et les objectifs restent à élaborer.

RECOMMANDATIONS A L'UNITE

A – Recommandations concernant les produits et activités de la recherche

L'unité est encouragée à poursuivre sur sa dynamique de publications et sur la montée en gamme qui l'accompagne. Alors que la réorganisation de l'unité devrait réduire les disparités de publications entre axes, il convient de veiller à réduire les disparités entre économistes et gestionnaires et à mettre en place un environnement de recherche à même d'amener un plus grand nombre d'enseignants-chercheurs à des publications de rang A (vie scientifique, collaborations internationales, maximisation des opportunités offertes par l'insertion dans les réseaux nationaux et internationaux). Il faudrait également faire attention à ce que l'expertise ne se fasse pas au détriment de l'activité de recherche académique, celle-ci étant d'ailleurs la condition d'une bonne expertise. En corollaire, il faudrait veiller également à éviter une division du travail entre enseignants-chercheurs pour les activités de recherche académique et les activités d'expertise. Plus généralement, l'unité devrait sensibiliser les enseignants-chercheurs à la nécessité, dans la mesure du possible, de ne pas trop accroître les activités administratives et pédagogiques au détriment de l'activité de recherche.

B – Recommandations concernant l'organisation et la vie de l'unité

L'unité doit pouvoir s'appuyer sur un personnel administratif pour mener à bien ses activités de recherche. Par ailleurs, elle devrait envisager des séminaires communs à l'économie et la gestion sur les thématiques identifiées comme étant propices à la mise en place de synergies. Une réflexion devrait être menée sur les moyens possibles pour dégager du temps de recherche supplémentaire, en évitant les activités chronophages consacrées aux tâches administratives. Notamment, il convient de renforcer les efforts d'accompagnement des collègues désirant soutenir leur HDR. Enfin, les efforts en faveur des doctorants méritent d'être poursuivis, notamment dans l'encouragement à des publications individuelles pour ceux d'entre eux qui désirent poursuivre une carrière académique.

C – Recommandations concernant les perspectives scientifiques à cinq ans et la faisabilité du projet

L'unité est invitée à avoir une attitude plus proactive sur la détermination et le soutien aux thèmes jugés prioritaires et structurants pour favoriser l'identification d'un projet scientifique cohérent. Il convient notamment de réfléchir à une meilleure structuration de l'axe « Stratégies et décisions ». Il faudrait également poursuivre les efforts visant à favoriser les synergies entre économistes et gestionnaires, par exemple à l'occasion de réponses à des appels à recherche. Il serait pertinent d'élaborer une politique de recrutement d'enseignants chercheurs plus active s'inspirant éventuellement des pratiques d'autres unités au niveau national (avantages accordés aux primo-entrants en termes de financements de participation à des conférences par exemple). Enfin, il peut être utile pour l'unité de pérenniser ses partenariats avec les institutions publiques et privées de La Réunion, de poursuivre les réponses à des appels à projets nationaux, et de rechercher des financements doctoraux dans le cadre de conventions CIFRE.

ANALYSE THEME PAR THEME

Thème 1 : Régions, Croissance et Développement

Noms du responsable : M. Philippe JEAN-PIERRE

DOMAINE D'ACTIVITE

Cet axe est consacré à l'analyse des dynamiques régionales, au développement durable et à la gestion des ressources naturelles, ainsi qu'à l'évaluation des politiques publiques.

EFFECTIFS

	TH1	
	Régions, Croissance et Développement	
Personnels en activité	**Nombre au 30/06/2018**	**Nombre au 01/01/2020**
Professeurs et assimilés	5	
Maîtres de conférences et assimilés	8	
Directeurs de recherche et assimilés	0	
Chargés de recherche et assimilés	0	
Conservateurs, cadres scientifiques EPIC, fondations, industries…	0	
Professeurs du secondaire détachés dans le supérieur	0	
ITA-BIATSS autres personnels cadre et non cadre EPIC...	0	
Sous-total personnels permanents en activité	**13**	**0**
Enseignants-chercheurs non titulaires, émérites et autres	**0**	
Chercheurs non titulaires, émérites et autres	7	
dont doctorants	6	
Autres personnels non titulaires	0	
Sous-total personnels non titulaires, émérites et autres	**7**	
Total personnels	**20**	**0**

Avis global sur le thème

L'axe « Régions, croissance et développement » est très dynamiques, que l'on se réfère au nombre et à la qualité des publications ou aux travaux d'expertise. Les thématiques abordées sont diversifiées et concernent plusieurs dimensions complémentaires pour l'analyse des dynamiques des territoires insulaires : problématiques environnementales (gestion des ressources naturelles et des déchets), évaluation des politiques socio-économiques (transition énergétiques, défis sanitaires, problèmes de pauvreté et de chômage). Les travaux ont été développés en synergie avec des institutions de recherche spécialisées dans ces domaines, telles que le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), le réseau ARCHE_net ou bien la fédération de recherche TEPP (Travail, Emploi et Politiques Publiques). On peut également relever le développement d'une nouvelle expertise dans le domaine des études d'impact, ce qui place le centre comme un interlocuteur privilégié auprès des décideurs publics et privés locaux. Ce dynamisme explique que les enseignants-chercheurs de cet axe concentrent presque la moitié des publications. Néanmoins, l'orientation économie spatiale pourtant mise en avant pour justifier le groupement des chercheurs de cet axe n'est pas reflétée dans les travaux, aussi bien théoriques qu'économétriques. Il y a peu de travaux de géographie économique, ou d'économie spatiale, alors que la littérature économique dans ces champs est en pleine expansion. Une adaptation aux économies insulaires de l'Océan indien constituerait un atout pour monter en gamme dans la qualité des publications.

Points forts et possibilités liées au contexte

Durant le quinquennal précédent, cet axe est devenu l'axe majeur du laboratoire avec près de la moitié des publications émanant de cet axe, suite à une augmentation d'un facteur de 2,2 du nombre de publications dans des revues à comité de lecture. La qualité des publications est satisfaisante avec quelques publications dans des revues de rang A (*Revue Economique*, *Revue d'Economie Politique*, *Economic Modelling*, *Environmental and Resource Economics*, *Energy Policy*, *Energy Economics* notamment). C'est également cet axe qui porte la majeure partie des contrats de recherche du laboratoire avec un accent mis sur les économies insulaires avec les collectivités territoriales. Il accueille également le seul post-doctorant du laboratoire.

Points à améliorer, risques liés au contexte et recommandations adressées au thème

Si l'axe est présenté autour d'une dimension spatiale et une affirmation quelque peu curieuse en préambule, à savoir une non neutralité de l'espace censée être encore plus évidente dans le cadre des pays en développement et insulaires, la dimension spatiale des recherches n'apparaît au final que dans le seul sous-thème portant sur l'analyse des dynamiques régionales. Les deux autres sous-axes présentés ("le développement durable et la gestion des ressources naturelles" et "l'évaluation des politiques publiques") ne mettent pas en évidence dans leur présentation des dimensions spatiales ou territoriales explicites.

Ceci ne constitue pas un problème en soi sauf au regard de l'unité thématique de l'axe qui apparaît de fait disparate. De ce point de vue, la réorganisation proposée dans le projet scientifique avec un éclatement de cet axe dans les axes « Développement soutenable et contexte insulaire » et « Évaluation des politiques publiques » apparaît beaucoup plus cohérente. Cette réorganisation devra donner lieu à une montée en gamme plus importante des supports de publication.

Thème 2 : Management, gestion des risques

Nom du responsable : M. Michel BOYER

DOMAINE D'ACTIVITE

Cet axe est consacré à l'analyse du management en gestion des ressources humaines, à l'acquisition et au suivi des ressources financières, au management du marketing et aux systèmes d'informations.

EFFECTIFS

	TH2	
	Management, gestion des risques	
Personnels en activité	**Nombre au 30/06/2018**	**Nombre au 01/01/2020**
Professeurs et assimilés	3	
Maîtres de conférences et assimilés	8	
Directeurs de recherche et assimilés	0	
Chargés de recherche et assimilés	0	
Conservateurs, cadres scientifiques EPIC, fondations, industries…	0	
Professeurs du secondaire détachés dans le supérieur	0	
ITA-BIATSS autres personnels cadre et non cadre EPIC...	0	
Sous-total personnels permanents en activité	**11**	**0**
Enseignants-chercheurs non titulaires, émérites et autres	0	
Chercheurs non titulaires, émérites et autres	6	
dont doctorants	6	
Autres personnels non titulaires	0	
Sous-total personnels non titulaires, émérites et autres	**6**	
Total personnels	**17**	**0**

Avis global sur le thème

L'axe « Management et gestion des risques » rassemble uniquement des enseignants-chercheurs de la section 06. Les recherches qui y sont menées couvrent un spectre assez large du champ des sciences de gestion et sont regroupées en quatre thématiques : management et GRH ; management, stratégie et finance ; management et marketing ; et recherches en systèmes d'information. Sur les 11 enseignants-chercheurs (8 MCF et 3 PR) identifiés comme rattachant au moins une partie de leur recherche à cet axe, seuls 2 apparaissent dans deux de ces thématiques, ce qui dénote une certaine spécialisation des chercheurs selon ces dernières.

Du point de vue de l'organisation de l'unité et de sa vie scientifique, isoler un axe uniquement consacré aux thématiques du management n'a peut-être pas facilité la transversalité entre disciplines (économie et gestion). Sur la période évaluée, on peut noter que les recherches menées dans chacune des quatre thématiques s'inscrivent bien dans leur environnement socio-économique, comme en attestent divers partenariats locaux. Elles n'ont en revanche pas donné lieu à une valorisation très importante en termes de publications, notamment académiques. Un rapprochement dans un axe "stratégie et décision" est proposé dans le projet, mais économistes et gestionnaires, à quelques exceptions près, restent cantonnés dans des thématiques spécifiques. Il est sans doute difficile de pousser plus loin la transversalité, étant donnée les différences d'objets et d'approches.

Points forts et possibilités liées au contexte

La bonne articulation à l'environnement socio-économique est un point fort de cet axe thématique, qui se traduit par l'ouverture de terrains et l'accès à des données grâce aux partenariats avec des acteurs locaux, et en retour par des sujets de recherche intéressant directement ces derniers, et portant sur des activités économiques importantes pour La Réunion (comme par exemple le tourisme). Ces partenariats sont multiples : l'association des DRH de La Réunion, l'ordre des experts comptables et compagnie des commissaires aux comptes ou bien encore la région Réunion. Les recherches portant sur les modes de financement notamment des PME et celles sur les transformations numériques des organisations abordent des thèmes importants pour l'avenir du tissu économique local. Les travaux abordent également les problématiques de transformation numériques de l'Université de La Réunion.

Points à améliorer, risques liés au contexte et recommandations adressées au thème

La principale faiblesse de cette thématique est la relativement faible valorisation de ses travaux sous forme de publications académiques, et notamment d'articles. Si on exclut les comptes rendus de thèses dans une revue (qui sont comptabilisés dans le rapport comme autant de publications), on ne décompte que 10 publications dans des revues de langue française de la liste Hcéres (dont 4 de rang A) et 9 dans des revues de langue étrangères de la liste Hcéres (dont aucune de rang A). Surtout, ces publications sont concentrées sur un nombre réduit d'enseignants-chercheurs. Il existe également un écart significatif entre le nombre de publication et celui des participations à des journées ou colloques.

De façon plus générale, le ratio de publication par enseignant-chercheur s'est dégradé pour ceux relevant de la section 06 depuis la période d'évaluation précédente (2008-2013). Deux éléments de contexte peuvent être mentionnés ici, renvoyant en fait à des dilemmes qu'il n'est pas facile de résoudre. D'une part, la mise en place de nouvelles formations à l'IAE a sans doute pesé négativement sur le temps que les collègues impliqués ont pu consacrer à la recherche. D'autre part, la réponse à la demande sociale (au sens large) locale est un point fort de l'axe dont il est ici question ici, mais peut amener à développer des travaux parfois à la limite de l'étude et/ou de l'expertise qui sont plus difficilement valorisables en termes académiques.

Consciente de ses difficultés, l'équipe dirigeante du CEMOI a déjà commencé à prendre des initiatives, en particulier celle de faire venir de la métropole un enseignant-chercheur en gestion très expérimenté. C'est là une très bonne démarche, à la fois en amont pour mobiliser des collègues peu contributeurs d'articles et, plus en aval pour aider les membres de l'unité à accroître la qualité de leurs supports de publications.

Thème 3 : Monnaie, Banque, Finances

Nom du responsable : M. Jean-Marc RIZZO

DOMAINE D'ACTIVITE

Les thèmes sont focalisés sur la finance internationale et la finance de marché. Les travaux sont consacrés à la modélisation des risques extrêmes et des risques de marchés et à des aspects plus macroéconomiques sur les liens avec la politique monétaire et les marchés de change.

EFFECTIFS

	TH3	
	Monnaie, Banque, Finances	
Personnels en activité	**Nombre au 30/06/2018**	**Nombre au 01/01/2020**
Professeurs et assimilés	1	
Maîtres de conférences et assimilés	6	
Directeurs de recherche et assimilés	0	
Chargés de recherche et assimilés	0	
Conservateurs, cadres scientifiques EPIC, fondations, industries…	0	
Professeurs du secondaire détachés dans le supérieur	0	
ITA-BIATSS autres personnels cadre et non cadre EPIC...	0	
Sous-total personnels permanents en activité	**7**	**0**
Enseignants-chercheurs non titulaires, émérites et autres	0	
Chercheurs non titulaires, émérites et autres	0	
dont doctorants	0	
Autres personnels non titulaires	0	
Sous-total personnels non titulaires, émérites et autres	**0**	
Total personnels	**7**	**0**

Avis global sur le thème

Les travaux de cet axe s'inscrivent dans une recherche en plein développement dans la littérature et fait le pont entre les aspects des microstructures de marchés et les implications pour la stabilité des marchés au niveau macroéconomique. La question du risque systémique est au cœur des réflexions menées par les chercheurs travaillant sur de thème et plusieurs indicateurs nouveaux de mesure des performances de portefeuilles sont proposés. Les contributions majeures concernent l'introduction de modèles stochastiques non-gaussiens, efficaces pour détecter les anomalies de marché. Par ailleurs, au niveau macroéconomique, les travaux s'appuient sur les techniques économétriques de séries temporelles et de données de panel pour aborder la question des taux de change d'équilibre. Les publications de ce thème ont une grande visibilité en raison du haut niveau des revues au sein desquelles les articles sont publiés. Néanmoins, la plupart de ces très bonnes publications sont le fait d'un ou deux enseignants-chercheurs qui concentrent l'essentiel des contributions sur ce thème. En outre, les travaux ne démontrent pas de synergie dans le travail entre membres de l'unité, les collaborations des enseignants-chercheurs se situant à l'extérieur du CEMOI.

Points forts et possibilités liées au contexte

Les thématiques de cet axe sont d'actualité pour le débat actuel de politique économique, notamment depuis le retour des crises financières et bancaires dans le monde. La question du taux de change d'équilibre reste d'actualité. Les problématiques centrées sur la finance de marché sont également cohérentes avec les points forts des chercheurs de cet axe, notamment sur les outils économétriques. Notamment, sont mobilisés les modèles de séries temporelles reposant sur une modélisation des composantes stochastiques dans un cadre non-gaussien, ainsi que l'utilisation de modèles à volatilité stochastique permettant de détecter les phénomènes de risques extrêmes.

Points à améliorer, risques liés au contexte et recommandations adressées au thème

Le nombre de publications relevant de cet axe est limité, et ce d'autant plus que les nombreuses publications d''un enseignant-chercheur ayant quitté l'université de La Réunion depuis 2014 et exerçant dans un autre établissement en France figurent néanmoins dans le bilan. Certains enseignants-chercheurs référencés dans cet axe produisent par ailleurs une grande part de leurs publications dans d'autres domaines que celui de la monnaie, de la finance ou de la banque. Il est vraisemblable que cet axe ait été maintenu dans la période d'évaluation précédente pour des raisons historiques, lorsque les membres du CERESUR ont été intégrés dans le CEMOI. D'ailleurs, cet axe disparaît dans le projet qui est présenté pour le prochain contrat.

Thème 4 : Stratégies et Décisions

Nom du responsable : M. Dominique LEPELLEY

DOMAINE D'ACTIVITE

Les thèmes abordés sont variables et concernent des modèles de théorie des jeux, du choix social et d'économie industrielle, mais également l'économie du travail et de la famille.

EFFECTIFS

	TH4	
	Stratégies et Décisions	
Personnels en activité	**Nombre au 30/06/2018**	**Nombre au 01/01/2020**
Professeurs et assimilés	2	
Maîtres de conférences et assimilés	4	
Directeurs de recherche et assimilés	0	
Chargés de recherche et assimilés	0	
Conservateurs, cadres scientifiques EPIC, fondations, industries…	0	
Professeurs du secondaire détachés dans le supérieur	0	
ITA-BIATSS autres personnels cadre et non cadre EPIC…	0	
Sous-total personnels permanents en activité	**6**	**0**
Enseignants-chercheurs non titulaires, émérites et autres	1	
Chercheurs non titulaires, émérites et autres	2	
dont doctorants	2	
Autres personnels non titulaires	0	
Sous-total personnels non titulaires, émérites et autres	**3**	
Total personnels	**9**	**0**

Avis global sur le thème

Il s'agit de l'axe dont l'effectif en personnel permanent en activité est le plus faible puisqu'il comprend 6 membres (2 PR et 4 MCF). Les recherches menées dans cet axe ont pour point commun de mobiliser les outils de l'analyse microéconomique (et plus particulièrement la théorie des jeux) pour aborder des sujets aussi divers que le vote probabiliste, les stratégies industrielles de collusion, les dynamiques du marché du travail et la ségrégation urbaine.

Le nombre de publications de cet axe est moins important que dans les autres axes, mais les supports de publication de ses membres sont majoritairement en anglais et parmi les plus prestigieux dans lesquels des membres du laboratoire aient publié pendant la période d'évaluation (*Social choice and welfare, Public Choice, Journal of mathematical economics, Environmental and Ressource economics*). Ceci témoigne d'une visibilité au niveau international de certains enseignants-chercheur pour les thèmes développés dans cet axe.

Points forts et possibilités liées au contexte

Cet axe regroupe peu d'enseignants-chercheurs de l'unité, mais ceux-ci ont été pendant la période d'évaluation parmi les plus dynamiques en matière de production scientifique de l'unité. Des partenariats ont été noués, aussi bien avec des centres de recherche (Centre de Recherche en Économie et Management de l'Université de Caen et l'École Normale Supérieure de l'Université de Yaoundé au Cameroun) que, plus récemment, avec des institutions locales, comme l'Office de l'eau. Ces partenariats sont à encourager et à développer dans le cadre du futur contrat. Les travaux ont une très bonne visibilité, nationale et internationale, comme en témoignent les publications parues dans la Revue Economique, *Social Choice and Welfare ou European Journal of Operational Research*.

Points à améliorer, risques liés au contexte et recommandations adressées au thème

Les thématiques abordées dans cet axe apparaissent beaucoup trop éloignées les unes des autres pour qu'une réelle dynamique collective puisse émerger. L'absence de séminaire d'axe et l'organisation de manifestations communes témoignent de cet éloignement thématique. La réorganisation des axes du laboratoire aurait pu fournir une occasion pour redonner plus de cohérence à cet axe en lui associant de nouvelles thématiques et en réorientant certaines de ses thématiques vers d'autres axes. Le nombre de doctorants est assez faible pour le moment (2 pour la période d'évaluation), ce qui reste pénalisant pour l'évolution de cet axe. La vitalité des travaux pourrait cependant souffrir du prochain départ à la retraite d'un enseignant-chercheur très actif dans l'activité de publication.

DEROULEMENT DE LA VISITE

DATE DE LA VISITE

Début : 27 février 2019 à 10 h 00

Fin : 27 février 2019 à 16 h 00

LIEUX DE LA VISITE

Institution : **CEMOI**

Adresse : Faculté de Droit et d'Economie 15 avenue René Cassin 97715 Saint-Denis

Deuxième site éventuel

Institution : HCERES

Adresse : 2 rue Albert Einstein 75013 Paris

DEROULEMENT OU PROGRAMME DE VISITE

Sur le site de l'Université de La Réunion (heure locale)

12 h 00 – 13 h 00	Déjeuner (en présence du président du comité d'experts et du conseiller scientifique détaché)
13 h 00 – 13 h 30	Réunion préalable des experts (huis clos)
13 h 30 – 13 h 35	Présentation du processus d'évaluation par le conseiller scientifique (réunion plénière)
13 h 35 – 15 h 00	Présentation du bilan et du projet de l'unité par M. Jean-François HOARAU, échanges avec le comité d'experts (réunion plénière)
15 h 00 – 15 h 30	Rencontre avec les enseignants-chercheurs et chercheurs (huis clos)
15 h 30 – 16 h 00	Rencontre avec les doctorants et post-doctorants (huis clos)
16 h 00 – 16 h 45	Pause (déjeuner du comité d'experts en visioconférence)
16 h 45 – 17 h 30	Rencontre avec les tutelles, représentées par M. Gilles LAJOIE (Université de La Réunion) (huis clos)
17 h 30 – 18 h 00	Rencontre avec la direction de l'unité (huis clos)
18 h 00 – 19 h 00	Entretien du comité d'experts en présence du conseiller scientifique (huis clos)
19 h 00	Fin de la visite

Sur le site de l'Hcéres à Paris (heure locale)

10 h 00 – 10 h 30	Réunion préalable des experts (huis clos)
10 h 30 – 10 h 35	Présentation du processus d'évaluation par le conseiller scientifique (réunion plénière)
10 h 35 – 12 h 00	Présentation du bilan et du projet de l'unité par M. Jean-François HOARAU, échanges avec le comité d'experts (réunion plénière)
12 h 00 – 12 h 30	Rencontre avec les enseignants-chercheurs et chercheurs (huis clos)
12 h 30 – 13 h 00	Rencontre avec les doctorants et post-doctorants (huis clos)
13 h 00 – 13 h 45	Pause (déjeuner du comité d'experts en visioconférence)
13 h 45 – 14 h 30	Rencontre avec les tutelles, représentées par M. Gilles LAJOIE (Université de La Réunion) (huis clos)
14 h 30 – 15 h 00	Rencontre avec la direction de l'unité (huis clos)
15 h 00 – 16 h 00	Entretien du comité d'experts en présence du conseiller scientifique (huis clos)
16 h 00	Fin de la visite

Les rapports d'évaluation du Hcéres
sont consultables en ligne : www.hceres.fr

Évaluation des coordinations territoriales
Évaluation des établissements
Évaluation de la recherche
Évaluation des écoles doctorales
Évaluation des formations
Évaluation et accréditation internationales

évaluation et qualité
Hcéres

2 rue Albert Einstein
75013 Paris, France
T. 33 (0)1 55 55 60 10

hceres.fr @Hceres_ Hcéres